découurir découurir découurir ÉCOUUTITÉ ÉCOUUTITÉ DE LA COUUTITÉ D

Au fil des lectures



Le droit à la terre

« Il n'y a pas un monde développé et un monde sous-développé, mais un seul monde mal développé. » Fort de cette conviction, le Centre Europe-Tiers Monde (Cetim) conduit des recherches et informe sur les mécanismes de ce dérèglement généralisé. L'expertise qu'il a acquise depuis 1970 se traduit en particulier par l'édition de « brochures didactiques » visant à promouvoir

« tous les droits humains », ceux-ci étant « totalement indissociables et indivisibles ». Après d'autres traitant des droits à l'alimentation, à la santé, au logement, au travail, à l'éducation ou encore à la sécurité sociale, ce nouvel ouvrage du Cetim montre ainsi que la question de l'accès à la terre entremêle des enjeux tant économiques et sociaux que culturels et politiques. Pour cela, il s'appuie notamment sur l'analyse précise de situations vécues tant au Sud qu'au Nord.

Dans l'Indonésie qui venait de se libérer du joug néerlandais, une réforme agraire a été imaginée en 1960. Elle a été immédiatement stoppée par l'instauration d'une dictature qui a duré une trentaine d'années. Le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont ensuite imposé de donner la priorité à l'exportation d'huile de palme et de caoutchouc. Résultat : aujourd'hui, « 87 % des terres agricoles sont dans les mains de l'agriculture commerciale à grande échelle ». Sur le restant, la proportion des paysans possédant ou louant moins d'un demi-hectare est passée de 40,8% en 1983 à 56,5 % en 2003. Et, dans ce pays de 250 millions d'habitants, le chômage, « qui n'est pas sans relation avec le problème agraire », touche désormais 41 millions de personnes. La brochure du Cetim note cependant que « l'Indonésie est dotée d'un mandat constitutionnel et d'un cadre juridique pour lancer une vraie réforme agraire ». Alors que le président élu en 2014, Joko Widodo, a annoncé la redistribution de 9 millions d'hectares laissés à l'abandon, cette base légale conforte les organisations qui œuvrent à une meilleure répartition du foncier. Le mouvement paysan international Via Campesina espère que l'Indonésie va rapidement mieux reconnaître le droit à la terre, ce qui aiderait à le promouvoir à l'échelle mondiale. L'Andalousie constitue un autre des exemples étudiés par le Cetim. La « mer de plastique » que déploient les serres d'Alméria y est un emblème de l'agriculture intensive. Mais cette région espagnole se caractérise d'abord par un système latifundiaire très extensif : d'immenses domaines (3 % des propriétaires possèdent 60% des terres cultivables) produisent peu... voire rien! Le découplage des aides communautaires « permet en effet aux propriétaires terriens de recevoir des aides indépendamment du fait qu'ils cultivent la terre, produisent des aliments et emploient des gens ». Le Syndicat des ouvriers agricoles (SOC) condamne cette confiscation d'une ressource essentielle et affirme à l'inverse que « le destin des terres devrait se décider collectivement puisqu'elles sont le socle de la vie ». Il organise en ce sens des actions très variées, dont l'occupation d'une ferme oléicole de 580 hectares, abandonnée depuis deux ans. Le projet de coopérative que défend le SOC devrait fournir du travail à plus de 500 familles.

Entre dénonciations rigoureuses de situations inacceptables et présentation tout aussi détaillée des armes juridiques qui peuvent être utilisées pour améliorer le sort de centaines de millions de personnes à travers le monde, cette brochure est en tout point remarquable.

Cetim – collection Programme Droits humains – 2015 – 102 pages – téléchargeable gratuitement sur : www.cetim.ch.

En finir avec les idées fausses sur les syndicats et le dialogue social

JEAN-CLAUDE GUILLOT

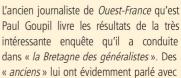
Il y a ceux qui leur reprochent tout simplement d'exister et ceux qui ne les trouvent pas assez parfaits. Le résultat est en tout cas que l'attractivité des syndicats est particulièrement faible en France. En répondant aux critiques infondées ou trop rapides qui leur

sont le plus souvent adressées, mais en reconnaissant aussi certaines de leurs faiblesses, cet ouvrage veut inciter les non-syndiqués à repenser le sujet en toute connaissance de cause.

Les Éditions de l'Atelier / Éditions ouvrières – www.editionsatelier.com – octobre 2015 – 160 pages – 8 €.

Qui va nous soigner ?

PAUL GOUPIL





nostalgie de l'époque où « on ne comptait pas ses heures », mais cela ne le conduit pas à endosser le discours habituel sur le caractère inéluctable des déserts médicaux : il témoigne au contraire que nombre de jeunes professionnels de santé entendent contribuer à ce que tout le monde ait accès aux soins dans de bonnes conditions. Les aspirations de cette nouvelle génération doivent maintenant être mieux prises en compte en favorisant une pratique beaucoup plus collective de la médecine, en reconnaissant mieux le rôle fondamental des généralistes, en aidant les territoires à bien penser l'accueil des nouveaux praticiens qu'ils veulent attirer (et retenir)...

Éditions Dialogues – 54, rue Jean Macé – 29200 Brest – 1er trimestre 2016 – 150 pages – 16 €.

Partenariats pour le développement territorial

COORDONNÉ PAR ANDRÉ TORRE ET DOMINIQUE VOLLET

« Pour que la recherche ne soit pas en retard sur l'action, il faut inverser la démarche classique de transfert de la recherche et partir de l'action. » Les vertus de ce renversement sont exposées à partir d'une douzaine de



démarches récemment conduites : une méthode de diagnostic partagé expérimentée en Pays basque, dans le Lot et en Dordogne ; l'identification des « potentiels et verrous d'une filière protéagineuse pour une agriculture durable en Bourgogne»; des ateliers participatifs de mise en œuvre du Schéma de cohérence territoriale du Grand Clermont... La collaboration confiante que les dispositifs de recherche-formation-action ont établie dans ces différents contextes a notamment permis d'améliorer la pertinence des problématiques de recherche, d'approfondir et d'enrichir les réflexions des acteurs et de beaucoup mieux positionner la formation entre pratique et théorie.

Éditions Quæ – collection Update Sciences & Technologies - www.quae.com - 1er trimestre 2016 - 244 pages - 39€.